



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 07 avril 2025

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

EN RÉSUMÉ

Nominations

- **Hélène Gilardi** : ancienne directrice générale de l'hôpital Robert-Debré et collaboratrice à Matignon sous Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, elle est nommée directrice du GHU AP-HP Université Paris-Saclay.
- **Nicolas Carnot** : inspecteur général de l'INSEE et ancien directeur des études économiques, il est nommé rapporteur général du Haut Conseil des finances publiques.
- **Dominique Cheveau** : directeur des centres hospitaliers d'Épinal et de Remiremont, il prend la tête de l'Agence de santé du territoire des îles Wallis et Futuna.
- **Anaïs Callot** : elle est nommée directrice Santé et autonomie à la Direction des politiques sociales de la Caisse des dépôts et consignations.
- **Katia Julienne** : jusqu'alors conseillère santé à l'Élysée, elle est nommée conseillère maître à la Cour des comptes au tour extérieur.

Médecine scolaire – Moins de 20 % des élèves de 6e ont eu la visite médicale obligatoire, selon un rapport sénatorial. En cause : la chute du nombre de médecins scolaires (1 pour 12 800 élèves) et le coût supporté par les collectivités. Le rapport recommande des équipes pluridisciplinaires, une plateforme de suivi, et la formation des enseignants au repérage des troubles.

Chikungunya à La Réunion – Face à plus de 20 000 cas confirmés et deux décès, Manuel Valls a lancé une campagne de vaccination ciblée. Un plan blanc a été activé au CHU. L'île Maurice impose un test PCR aux voyageurs en provenance de La Réunion, entre le 9 avril et le 8 mai.

Dérives sectaires dans la santé – La Miviludes alerte sur la hausse des pratiques non conventionnelles (Reiki, magnétisme, jeûne...) souvent non encadrées, notamment en oncologie. La santé représente 37 % des 4571 signalements en 2024 (+13,7 %). Une convention sera signée avec la Ligue contre le cancer pour mieux encadrer ces soins.

Fin de vie – Les débats parlementaires reprennent sur deux textes distincts : l'un sur les soins palliatifs, l'autre sur l'aide à mourir. Le premier fait consensus, le second divise. Catherine Vautrin défend un équilibre, tandis qu'un collectif d'experts appelle à plus de garanties éthiques.

Déserts médicaux – Le groupe LR du Sénat propose une régulation à l'installation des médecins libéraux : autorisation de l'ARS, exercice partiel en zone sous-dotée, reconnaissance de diplômes étrangers, incitations à l'exercice secondaire. Le texte sera examiné en commission le 6 mai.

Santé des femmes – Stéphanie Rist remet un rapport sur la ménopause à Catherine Vautrin. Quatre priorités sont retenues : consultation dédiée, sensibilisation dès le plus jeune âge, soutien à la recherche, et intégration dans les bilans de mi-carrière. Une étude est confiée à France Stratégie.

Simplification – Le projet de loi prévoyait la suppression d'instances consultatives, dont le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. Face aux critiques, plusieurs ont été rétablies. Le gouvernement cherche un équilibre entre rationalisation et maintien des organes clés du champ social.